

Opinion

Sarah Burkhalter

Pour un dialogue plus équilibré avec les musulmans de Suisse

Ce n'est que récemment que le problème d'intégration de l'islam s'est posé à notre pays. Depuis une dizaine d'années à peine, les musulmans de Suisse montrent une volonté d'afficher ouvertement leur identité culturelle et religieuse. Une situation tout à fait nouvelle, que la société helvétique n'a pas encore intégrée. Le dialogue avec la communauté musulmane en Suisse en est encore à ses balbutiements. Trop marqué par notre habitude du consensus, le dialogue se mue en une espèce de chassé-croisé qui empêche toute évolution de la discussion.

J'en veux pour preuve l'échec du 5ème forum interculturel organisé par l'Académie Suisse pour le Développement (SAD) en mai dernier. Les quelque septante participants au forum se sont laissés blesser par les remarques désobligeantes du Dr Ramadan, invité comme représentant de la communauté musulmane, aux côtés de Fawzia Ashmawi. Hani Ramadan n'a pas hésité à faire part de sa méfiance et de sa profonde incompréhension pour notre société, qu'il juge vide de toute valeur morale et spirituelle. Sans doute étonnés et mal habitués à ce genre de polémique, les autres intervenants à la table ronde n'ont pas su répliquer à ces propos, qui sont restés lettre morte. Plus grave, le grand nombre d'enseignants présents à cette journée, venus tout exprès pour s'intéresser à l'intégration de leurs élèves musulmans, sont certainement repartis déçus, voire un peu moins motivés à faire preuve de patience et de tolérance. Un échec sur le plan du dialogue, tant pour la société suisse que pour la communauté musulmane, puisque l'intérêt de chacune est de trouver un terrain d'entente. Cette journée à Soleure n'est qu'un exemple de ce malaise. La relation entre citoyens suisses et citoyens ou immigrés de confession musulmane est trop sou-

vent empreinte de ce manque de dialogue, de ces non-dits, de cette absence de confrontation verbale qui pourrait contribuer à régler pas mal de problèmes, ou en tous cas à mieux connaître les arguments des uns et des autres.

Comment dès lors améliorer cette situation? D'abord en élargissant le choix des interlocuteurs musulmans. Tant les journalistes que les organisateurs de colloques ont systématiquement recours aux mêmes personnes, à commencer par le duo des frères Ramadan de Genève, du moins sur la scène romande. Habitude qui tend à donner une image rétrécie et quelque peu polémique de l'islam en Suisse, puisque les frères Ramadan représentent un islam engagé, que ne partage pas l'ensemble de la communauté, et qu'ils sont originaires du Moyen-Orient, alors que la grande majorité des musulmans de Suisse nous viennent de Turquie, d'ex-Yougoslavie, ou encore du Kosovo, ce qui signifie une autre façon de vivre l'islam, un contexte politique très différent, etc.

Ensuite, par un engagement plus net des acteurs suisses vis-à-vis de la communauté musulmane. Celle-ci, en exprimant publiquement ses revendications, nous donne en effet l'occasion de nous expliquer à notre tour sur notre identité et nos choix de société. Pourquoi alors refuser le dialogue et nous taire? Pourquoi ne pas saisir cette chance de redéfinir nos valeurs, et de réaffirmer nos sensibilités spirituelles?

Ce n'est pas en affirmant notre identité et nos désirs que nous portons préjudice à la minorité musulmane de notre pays, mais bien en opposant à leurs demandes un silence gêné ou méprisant. Plusieurs observateurs ont dit que le problème numéro un était le manque de positions claires du gouvernement suisse vis-à-vis de la communauté musulmane. Mais cette absence

Agenda

16./17. 10. 1998: Internationales SGMOIK-Kolloquium «IslaMedicine», Missionsstr. 64a, 4055 Basel.

21.-23. 10. 1998: Blockseminar «Ägypten. Entwicklungsland zwischen Tradition, Aufruhr und Umbruch», mit Prof. Dr. Günter Meyer, Universität Mainz; Geographisches Institut, Hallerstrasse 12, 3012 Bern.

3. 11. 1998: Regionaltreffen von SGMOIK-Mitgliedern und Interessierten aus der Region Bern, 20 Uhr, Restaurant Bürgerhaus; Gespräch mit einem Vertreter des Eidgenössischen Departements für Auswärtige Angelegenheiten über Nahost-Politik, danach gemeinsames Abendessen.

7. 11. 1998: Assemblée de fondation de l'«Observatoire International des Affaires de la Palestine» (OIAP) à Genève (voir page 21).

13. 11. 1998: Mahnwache «für einen gerechten Frieden in Israel/Palästina», 12.30-13.00 Uhr, Heiliggeistkirche, Bern.

1. 12. 1998: Regionaltreffen von SGMOIK-Mitgliedern und Interessierten aus der Region Zürich, 20 Uhr (Ort, Gast und Thema des Gesprächs werden noch bekanntgegeben), mit gemeinsamem Abendessen.

11. 12. 1998: Mahnwache «für einen gerechten Frieden in Israel/Palästina», 12.30-13.00 Uhr, Heiliggeistkirche, Bern.

19. 12. 1998 (ca.): Beginn des islamischen Fastenmonats Ramadan des Jahres 1419 H.

8. 1. 1999: Mahnwache «für einen gerechten Frieden in Israel/Palästina», 12.30-13.00 Uhr, Heiliggeistkirche, Bern.

17. 1. 1999 (ca.): Fest des Fastenbrechens, Ende des Ramadans des Jahres 1419 H.

6. 2. 1999: Generalversammlung der SGMOIK.

de législation peut aussi permettre une plus grande liberté dans la résolution des problèmes au niveau local. A mon sens, ce qui est plus grave, c'est le manque de dialogues, de débats, de disputes oratoires qui permettraient à chacun de s'affirmer, de se faire connaître à l'autre, et enfin d'utiliser à bon escient les outils de la démocratie: la libre expression de ses opinions, la libre affirmation de son identité.

La présence d'une communauté musulmane grandissante dans notre pays nous oblige à revoir nos institutions, à prendre des décisions quant à la place de la foi dans la sphère publique? Plutôt que de le voir comme une contrainte, accueillons-le comme une occasion de dynamisation de notre société, comme un moyen non de subir mais au contraire de choisir la manière dont nous voulons cohabiter avec cette communauté. Nous croyons peut-être pouvoir échapper à la discussion, en espérant que notre silence découragera l'interlocuteur. Mauvais calcul. Non seulement il ne se découragera pas, mais trouvera une légitimité supplémentaire à exprimer ses revendications, puisque nous ne réagissons pas à son discours.

Si nous ne voulons pas renoncer au droit de choisir librement notre organisation sociale, il est temps pour nous de prendre la parole et d'affirmer clairement ce que nous voulons, même – surtout – si nous ne sommes pas tous d'accord sur ce sujet! C'est en effet dans la discussion et la pluralité que se façonne une société vraiment participative et démocratique.✽